

BANCARISATION DE L'ARGENT DE L'INFORMEL

L'opposition crie au «blanchiment d'argent»

La bancarisation de l'argent de l'informel avec une taxation de 7% instaurée par la loi de finances complémentaire 2015 est perçue par la classe politique de l'opposition comme une «amnistie fiscale» ou crûment «blanchiment d'argent» qui disent clairement leur nom, ne profitant, selon elle, qu'à une «certaine catégorie de citoyens».

M. Kebci – Alger (Le Soir) – Tous ou presque usent du même lexique. Le président du MSP estime que c'est là «un blanchiment d'argent en bonne et due forme» en ce sens, selon lui, que la lutte contre l'informel devait être «l'affaire du fisc».

Pour Namane Laouer, «l'urgence est de rétablir la confiance entre le citoyen et l'Etat dont l'institution des impôts est un appendice». Notre interlocuteur considère que cette mesure ne profitera «qu'à une certaine catégorie de personnes, les hommes d'affaires pas celles des citoyens». «A ce rythme, ce sont les hommes d'affaires qui géreront et pas les politiques», ajoute-t-il.

Le vice-président du MSP regrette, par ailleurs, que le gouvernement «se plie» de plus en plus aux désirs et aux injonctions du FCE. Ceci même s'il estime que cette organisation patronale est dans «son rôle, celui de défendre les intérêts des patrons

qu'elle représente en réclamant l'amnistie fiscale et la libération des prix». Le plus intrigant, selon lui, est le rôle de la Centrale syndicale et de l'exécutif qui intrigue. «Que fait l'UGTA ? s'interroge-t-il, considérant que cela prouve que cette dernière «souffre d'un énorme problème de représentativité en ce sens qu'elle ne représente pas les travailleurs». Aussi, affirme-t-il encore, le gouvernement donne l'impression d'incarner un «FCE-bis du fait qu'il est plus proche des intérêts des patrons que ceux du citoyen».

«Cette loi de finances complémentaire adoptée sans débat à l'Assemblée contient des mesures irréfléchies prises dans la précipitation et en totale méconnaissance du monde de l'entreprise et de la finance livrés à la prédation et à la mauvaise gestion», affirme, pour sa part, le chargé à la communication du RCD. Atmane Mazouz considère, dans ce sillage, que l'assainissement fiscal entériné



La lutte contre l'informel devait être «l'affaire du fisc», selon le président du MSP.

par la LFC 2015 est «une autre preuve de la déconnexion du gouvernement de la réalité économique et sociale du pays». Ceci non sans exprimer des craintes quant à voir des fonds d'origine criminelle provenant de la drogue, de la contrebande, du terrorisme et de la corruption soient introduits dans le circuit légal validant ainsi le blanchiment d'argent au profit de tous les trafiquants qui ont privatisé les institutions». Ces mesures contredisent, selon

Mazouz, le gouvernement qui assurait que le pays est «à l'abri de la crise», prévoyant que des «moments difficiles» attendent les Algériens dont «les couches défavorisées seront les plus touchées avec la diminution des transferts sociaux».

Pour sa part, le président de Jil Jadid déclare que «ce sont visiblement les chefs d'entreprises qui dirigent». Et indépendamment de leur contenu, la question qui se pose, pour Soufiane Djillali, c'est

«qui doit prendre ces décisions». Pour lui, en plus d'avoir tous les pouvoirs exécutifs, le président de la République «s'est accaparé le législatif. Ce qui prouve que toutes les institutions du pays sont à l'arrêt et leur remplacement par les copains et les coquins». Et d'ajouter que l'ordonnance présidentielle doit être une «exception», estimant qu'on a «brisé le pouvoir institutionnel, ce qui fait que tous les dépassements sont permis. Tout ce que le FCE propose est systématiquement adopté par l'exécutif».

Ahmed Adimi abonde dans le même sens en affirmant que cette mesure constitue on ne peut plus clairement une opération de blanchiment d'argent. Et au porte-parole du parti des Avant-Gardes des libertés d'ironiser, affirmant qu'«on aurait pu au moins mettre la forme en permettant un débat parlementaire quoique l'APN soit frappée du sceau de l'illégitimité aux yeux de notre interlocuteur. On s'est joué une fois de plus des institutions du pays en avançant la date de clôture de la session parlementaire. C'est là une preuve de plus de la vacance du pouvoir et on a l'impression que le pays est géré comme une zaouia».

M. K.

«40 MILLIARDS DE DOLLARS À REVERSER DANS LE CIRCUIT FORMEL»

Benkhalfa s'explique

Les mesures portant «formalisation» du dépôt dans les banques des quelque 40 milliards de dollars, l'équivalent de 3.700 milliards de dinars, détenus par les magnats de l'économie informelle sont désormais connues. Le ministre des Finances en a fait part hier lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale.

Abder Bettache -Alger (Le Soir) - C'est une émission qualifiée de «spéciale» que la Chaîne 3 a diffusée hier matin en accueillant le ministre des Finances, M. Abderrahmane Benkhalfa.

Le premier argentier du pays a ainsi fait état des mesures contenues dans la loi de finances complémentaire, en mettant en exergue «l'optimisation des ressources et des dépenses budgétaires», afin, précise-t-il, «de mieux utiliser la dépense publique avec plus de retour sur investissement».

Selon le ministre, les mesures prises par les pouvoirs qu'il qualifie de «particulières» permettront d'«ouvrir les portes» à tous les acteurs de la sphère réelle qui possèdent des fonds et qui, «au lieu de les thésauriser», sont invités à les déposer dans les banques «à compter du 15 août».

«Il s'agit là de capitaux amassés à la sueur des uns et des autres mais qui pour des raisons procédurales ou conjoncturelles ne circulent pas suffisamment dans la sphère bancaire», a expliqué l'invité de la Chaîne 3.

Et au ministre d'avancer le chiffre de 40 milliards de dollars que les 900 agences bancaires peuvent accueillir «dans la discrétion la plus totale et dans le cadre des lois régissant les secrets bancaires et fiscaux».

Il y a lieu de rappeler que ladite disposition a été publiée au *Journal officiel* n° 40. Ainsi, la loi de finances complémentaire (LFC) stipule dans son article 43 que

«les sommes déposées dans le cadre de ce programme auprès des banques par toute personne, quelle que soit sa situation, font l'objet d'une taxation forfaitaire libératoire au taux de 7%». Examiné et adopté mercredi dernier en Conseil des ministres, le texte, qui précise que cette mesure entre dans le cadre d'un programme de conformité fiscale volontaire, fixe au 31 décembre 2016 la date limite de mise en œuvre de ce dispositif. «La source de ces fonds ou les transactions qui en sont à l'origine doivent être légitimes et ne correspondre à aucun acte

incriminé par le code pénal et la législation régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», précise la LFC 2015. Le ministre des Finances a ajouté qu'à l'égard de ces capitaux, des mesures «d'accueil et de mise en conformité» ont été arrêtées, soulignant que beaucoup parmi ces derniers ne sont pas «nécessairement à fiscaliser». En d'autres termes, trois mesures, voire des garanties ont été mises en place «à même de mettre en confiance ces détenteurs de fonds».

Il s'agit, selon lui, «d'un système bancaire sécurisé, l'absence de tout inconvénient procédural à leur endroit», précisant qu'au plan fiscal, il n'y a que ceux qui estiment avoir une situation à régulariser qui peuvent se déclarer au titre



Abderrahmane Benkhalfa.

d'une «conformité fiscale volontaire». Le ministre a profité de son passage à la radio pour appeler à «éviter le gaspillage» et à plus de

rigueur «dans la dépense publique afin de permettre à notre pays d'entamer le nouvel élan post-pétrole».

A. B.

LFC 2015

L'emploi des mineurs désormais sanctionné

Interdit par le code du travail, l'emploi des mineurs est désormais sanctionné par une amende en vertu des dispositions prises par la loi de finances complémentaire 2015. Les employeurs qui rémunèrent leurs salariés à un salaire inférieur au SNMG encourent également des sanctions.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Dans son volet relatif aux relations de travail, la loi de finances complémentaire introduit des sanctions à l'égard des employeurs peu respectueux des lois régissant les relations de travail.

C'est ainsi que les dispositions des articles 140 et 149 de la loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail sont modifiées et complétées comme par l'article 140 de la LFC qui stipule qu'«hormis les cas d'un contrat d'apprentissage établi conformément à la législation en vigueur, tout recrutement d'un

jeune travailleur n'ayant pas atteint l'âge prévu par la loi est puni d'une amende de 10 000 DA à 20 000 DA». Les employeurs qui seraient tentés de payer leurs salariés à un salaire inférieur au salaire national minimum garanti risquent les mêmes sanctions en vertu de l'article 149. Ce dernier stipule que «sans préjudice des autres dispositions de la législation en vigueur, tout employeur qui rémunère un travailleur à un salaire inférieur au salaire national minimum garanti ou au salaire fixé par la convention ou l'accord collectif de travail, est puni d'une amende de 10 000 DA à 20 000 DA multipliée par autant de fois qu'il y a d'infractions. En cas de récidive, la peine est de 20 000 DA à 50 000 DA multipliée par autant de fois qu'il y a de travailleurs concernés». Le recrutement des travailleurs étrangers est lui aussi soumis au contrôle. C'est ainsi que l'article 19 de la loi n° 81-10 du 11 juillet 1981 relative aux conditions d'emploi des travailleurs étrangers est modifié

pour stipuler que «sera puni d'une amende de 10 000 DA à 20 000 DA par infraction constatée, tout contrevenant aux dispositions de la présente loi qui occuperait un travailleur étranger, soumis à l'obligation du permis de travail ou de l'autorisation de travail». Les employeurs qui ne déclarent pas leurs salariés ne sont pas en reste. L'article 59 de la loi de finances complémentaire stipule en effet que «tout employeur qui n'a pas procédé à l'affiliation et à la sécurité sociale, dans les délais prévus par la législation en vigueur, des travailleurs qu'il emploie, est passible d'une amende de 100 000 dinars à 200 000 dinars par travailleur non affilié, et d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois ou de l'une des deux peines. En cas de récidive, l'employeur est passible d'une amende de 200 000 dinars à 500 000 dinars par travailleur non affilié, et d'une peine d'emprisonnement de 2 à 24 mois.

N. I.